

Situation économique des entreprises du Puy-de-Dôme

Bilan 1er semestre 2023

Perspectives 2ème semestre 2023





SOMMAIRE

En synthèse	3
Bilan : l'activité et l'emploi.....	4
Bilan : les investissements et la trésorerie.....	5
Perspectives : l'activité et l'emploi.....	6
Perspectives : les investissements et la trésorerie.....	7
Contexte économique actuel.....	8
Profil des entreprises répondantes	11

EDITO

Entre inquiétudes et espoirs, l'incertitude semble régner !

Les trois années qui viennent de s'écouler ont laissé et continuent indéniablement de laisser des traces auprès des acteurs économiques, mais également des consommateurs. Aucun doute, notre économie est fragilisée après tant de crises enchaînées. Mais tous les acteurs ne sont pas égaux face à cette situation. Dans certaines activités, boostées par des marchés plus porteurs, la situation reste globalement favorable malgré les aléas conjoncturels rencontrés. Dans d'autres, la récurrence des difficultés génère une lassitude qui se ressent parfois davantage dans le moral des chefs d'entreprise que dans les résultats économiques à proprement parler.

Le dernier semestre n'aura donc pas apporté la sérénité aux chefs d'entreprises. Le coup de projecteur et la visibilité donnés par les Tours de France devraient profiter à certaines activités économiques du territoire et leur redonner l'élan nécessaire pour se relancer dans la course. Et l'on peut espérer un bilan 2023 meilleur que ce que laissent présager ces résultats intermédiaires.

Depuis 3 ans, les entreprises souffrent, subissent, encaissent les coups mais par dessus tout, elles s'adaptent. Continuons de les soutenir et de les accompagner dans cette direction, afin qu'elles puissent opérer les transitions indispensables à leur pérennité et leur assurer plus de sérénité.

BILAN DU 1ER SEMESTRE 2023 ET PERSPECTIVES DU 2EME SEMESTRE 2023

L'activité dans le Puy-de-Dôme manque de souffle.

41 % des entreprises répondantes ont constaté une **baisse de leur activité** au 1er semestre 2023, en comparaison au 1er semestre 2022. Les situations de crises s'enchainent, et même si, en général, les niveaux d'activité d'avant la crise Covid ont été retrouvés, d'autres tensions sont venues perturber le monde économique. La dynamique de la sortie de la crise sanitaire s'est très vite essoufflée. Lors de la dernière enquête de conjoncture, la moitié des entreprises constatait une hausse de leur CA (48 %), alors qu'aujourd'hui, seulement 29 % des répondants en font le constat (taux d'opinion négatif : - 19 points).

Les prévisions pour le 2ème semestre 2023 ne sont guère plus favorables.

Cela reste compliqué pour les entreprises d'établir des projections concernant l'**activité à l'export**, celles-ci ont encore **trop peu de visibilité** et 1 entreprise sur 3 ne se prononce pas sur l'évolution de ses chiffres. Les **tensions** qui caractérisent le **marché de l'emploi** depuis plusieurs semestres maintenant, sont toujours d'actualité. Les entreprises ne prévoient que peu de hausses de leurs effectifs (10 %) et elles sont plus nombreuses à anticiper des baisses (+ 4 points par rapport à l'enquête de janvier). **Les chefs d'entreprises se montrent prudents quant à leurs décisions d'investissements** : un tiers d'entre eux n'envisage pas d'investir d'ici la fin de l'année. Seule éclaircie dans ce tableau : **les baisses de CA**, bien qu'importantes, **devraient tout de même être moins nombreuses qu'au 1er semestre 2023**.

Le contexte économique global impacte le moral des chefs d'entreprises.

Trois années se sont écoulées depuis la crise Covid, mais les conséquences se font toujours ressentir, notamment au niveau des trésoreries des entreprises. Ce semestre, les répondants sont plus nombreux à faire état d'une dégradation que d'une amélioration de leurs trésoreries, par rapport au semestre dernier. Le remboursement du PGE pèse sur leurs capacités d'investissement et à cela s'ajoute notamment la guerre en Ukraine et la crise énergétique, qui continuent d'affecter les acteurs économiques. Les petites structures se retrouvent particulièrement mises à rude épreuve et ont beaucoup de **difficultés à faire face à la hausse des prix des matières premières**. Craignant perdre une partie de leur clientèle, elles sont également **moins nombreuses à répercuter les hausses des prix sur leurs tarifs et rognent sur leurs marges**. Ainsi, les entreprises de moins de 20 salariés ne sont que 14 % à avoir constaté des hausses de leurs marges au cours du 1er semestre 2023, comparativement à la même période de 2022, contre 31 % des entreprises de plus de 20 salariés.

Un ressenti très négatif, mais une réalité économique plus nuancée.

Comme pour tout baromètre basé sur l'opinion des chefs d'entreprises, la période d'enquête, l'actualité du moment, ... jouent sur la couleur des réponses apportées, mais sont bien le reflet d'un état d'esprit à un moment donné. Les récentes émeutes urbaines et l'agitation sociale du printemps ont contribué à plomber le moral des entreprises, interrogées peu de temps après ces événements (à partir du 3 juillet). La situation locale, et notamment métropolitaine avec la perspective de travaux d'ampleur sur plusieurs années, accentuent aussi la morosité ambiante et influencent les réponses des TPE du commerce et de l'hébergement-restauration inquiètes pour leur activité. Le baromètre de conjoncture réalisé par la CCI Puy-de-Dôme fait ainsi écho aux profondes inquiétudes des chefs d'entreprises, dans un contexte local, national et international toujours plus incertain. Pour autant, selon les chiffres produits par la DREETS sur l'activité économique dans le Puy-de-Dôme au 1er trimestre 2023, des signaux plutôt encourageants sont notés sur un an et permettent de relativiser un ressenti bien sombre.

Des crises qui doivent amener des mesures d'accompagnement et des leviers d'actions.

L'explosion des prix de l'énergie, les sécheresses et le défi de la préservation de la ressource en eau, l'instauration de zones à faibles émissions..., les entreprises du territoire se retrouvent confrontées à de multiples enjeux auxquels des solutions doivent être trouvées pour leur permettre de s'adapter.

Pour plus de la moitié des entreprises (56 %), le développement durable ne joue encore aucun rôle, ou alors, uniquement un rôle marginal, dans la gestion de leur entreprise. Sensibilisation, incitations, aides concrètes et conseils opérationnels sont des actions à déployer plus largement auprès des entreprises, qui en font d'ailleurs la demande, conscientes des bénéfices qu'elles pourraient en tirer à agir, ou des contraintes qui en découleraient si elles réagissaient trop tard.

Aujourd'hui, 60 % des entreprises sont encore impactées par la crise énergétique, alors qu'en janvier dernier, cette proportion était de 85 %. La situation semble donc s'améliorer. Néanmoins, parmi celles toujours impactées, 63 % rencontrent des freins à mettre en place des actions de développement durable, principalement par manque de ressources financières.

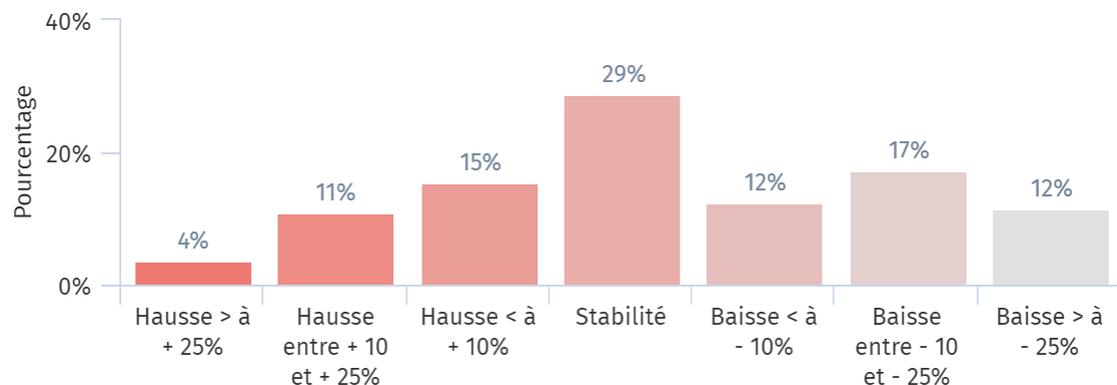
Il paraît donc indispensable de mettre en œuvre les moyens adaptés et suffisants pour accompagner les entreprises et leur permettre de répondre aux enjeux actuels et surtout futurs d'un développement plus durable.

BILAN : L'ACTIVITE ET L'EMPLOI

Ralentissement de l'activité économique dans le Puy-de-Dôme

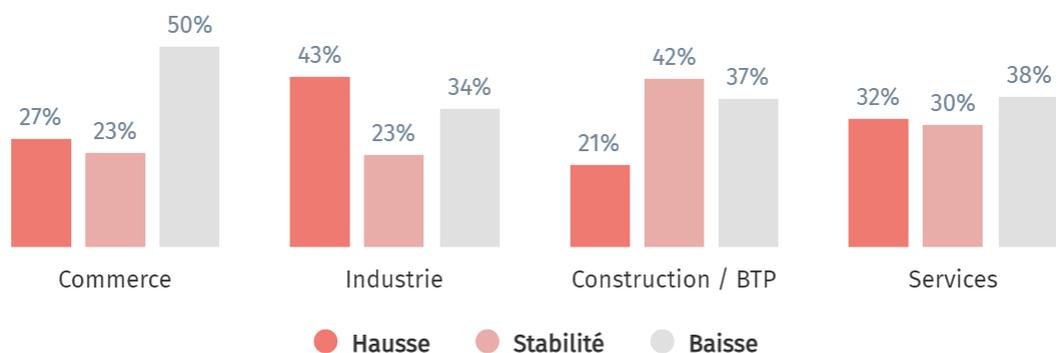
(Evolution du chiffre d'affaires - période évaluée : 1er semestre 2023 par rapport à la même période de l'année précédente)

Réponses effectives : 482



Evolution du CA par secteur d'activités

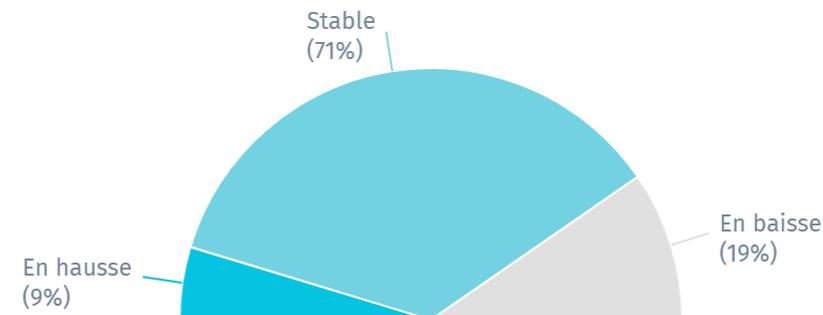
(En pourcentage des répondants par secteur d'activité)



Stabilité des effectifs dans les entreprises du Puy-de-Dôme

(Evolution des effectifs - période évaluée : 1er semestre 2023 par rapport à la même période de l'année précédente)

Réponses effectives : 458



Part des entreprises (ensemble des répondants) indiquant :

- Une hausse du CA : 30 %
- Une baisse du CA : 41 %
- Une stabilité du CA : 29 %
- Une hausse des effectifs : 9 %
- Une baisse des effectifs : 19 %
- Une stabilité des effectifs : 71 %

Globalement, l'activité économique accuse un ralentissement au 1er semestre par rapport à 2022. Après une tendance à la hausse les semestres précédents, l'emploi se stabilise dans la plupart des entreprises, malgré un solde d'opinions négatif.

Néanmoins, de fortes disparités sectorielles sont à noter :

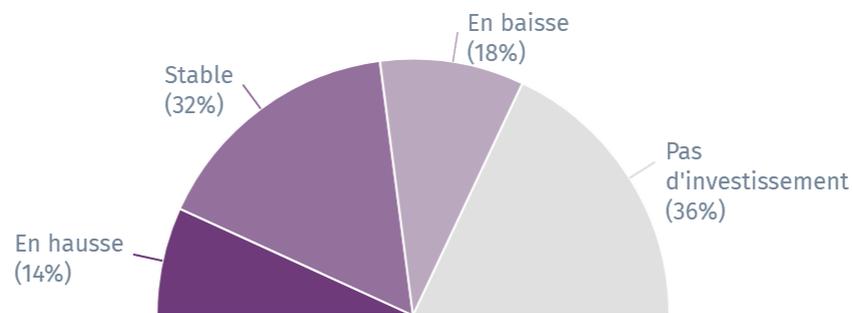
- **Les commerçants déclarent le plus de baisses d'activité.** L'inflation, entraînant une baisse du pouvoir d'achat, pèse sur les consommateurs qui tendent à réduire leurs achats "plaisirs".
- **L'industrie est le secteur qui s'en sort le mieux,** avec la plus forte proportion de déclarations de hausses de CA (+ 14 points / moyenne des répondants). Une tendance territoriale en adéquation avec la tendance nationale ; en effet, une hausse du PIB est constatée au 1er semestre 2023, celle-ci provient notamment du dynamisme de l'industrie manufacturière (source : Insee).

BILAN : LES INVESTISSEMENTS ET LA TRESORERIE

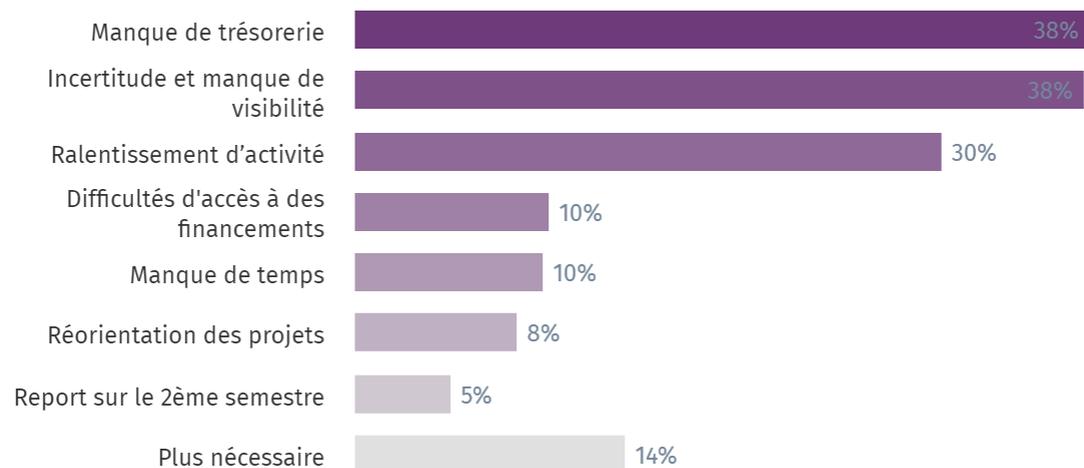
Pas d'investissement pour plus d'une entreprise sur trois

(Evolution des investissements - période évaluée : 1er semestre 2023 par rapport à la même période de l'année précédente)

Réponses effectives : 462



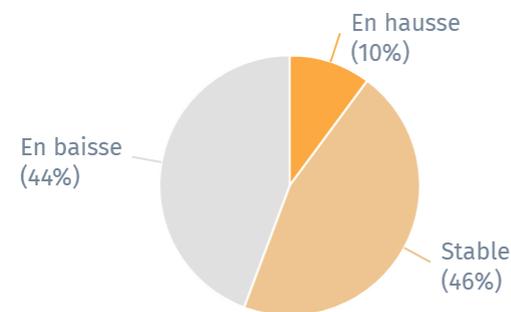
Motifs de non réalisation des investissements prévus



Plusieurs réponses possibles

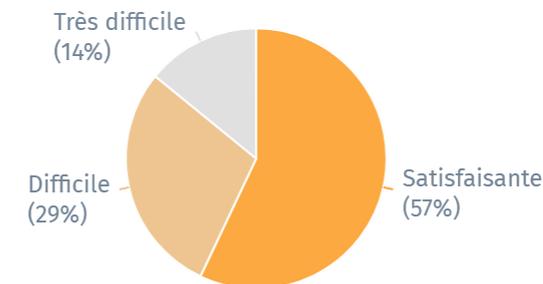
Bilan de la trésorerie

(Evolution de la trésorerie - période évaluée : 1er semestre 2023 par rapport à la même période de l'année précédente)



Etat actuel de la trésorerie

Réponses effectives : 468



Les trésoreries fragiles des entreprises du Puy-de-Dôme impactent leur capacité d'investissement.

Les répondants déclarent davantage de baisses de trésorerie que de hausses (solde d'opinions : - 34 points). Pour 43 % des chefs d'entreprises, la situation reste encore difficile aujourd'hui, voire très difficile.

Les causes de ces difficultés sont diverses, mais les principales raisons de ce manque de trésorerie sont liées à :

1. Une insuffisance de chiffre d'affaires (selon 67 % des répondants)
2. Une hausse des coûts des charges courantes (57 %)
3. Un problème de marge (32 %)
4. Un remboursement du PGE (28 %)
5. Une hausse des salaires (26 %)

Difficile pour les entreprises, dans ce contexte, de réaliser les investissements prévus. Toutefois, les résultats masquent des disparités sectorielles.

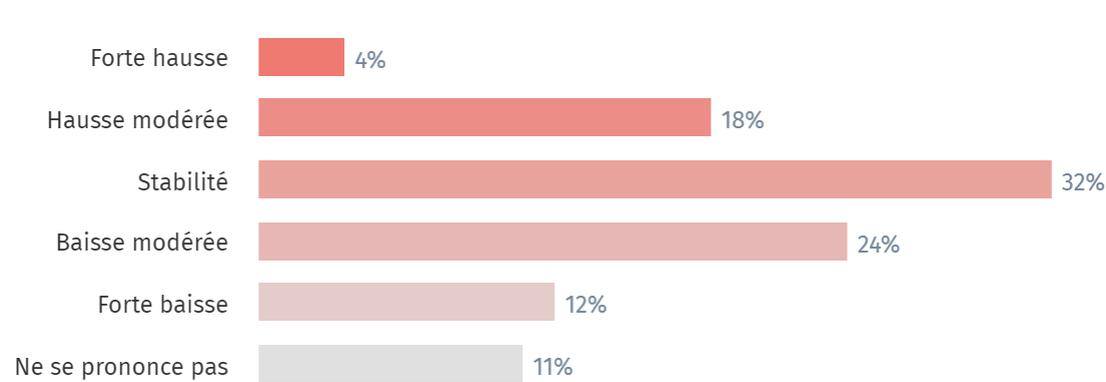
- La construction est le secteur ayant connu la plus forte part d'entreprises ayant augmenté leurs investissements (+ 2 points en solde d'opinions et + 9 points par rapport à la moyenne des répondants sur les hausses).
- L'industrie a plutôt stabilisé ses investissements, même si le solde d'opinions est négatif (- 9 points).
- Le commerce reste le secteur le moins investisseur.

PERSPECTIVES : L'ACTIVITE ET L'EMPLOI

Baisse de l'activité économique à prévoir

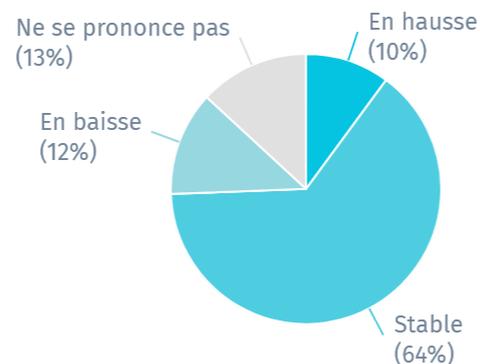
(Evolution du chiffre d'affaires - période évaluée : 2ème semestre 2023 par rapport à la même période de l'année précédente)

Réponses effectives : 477



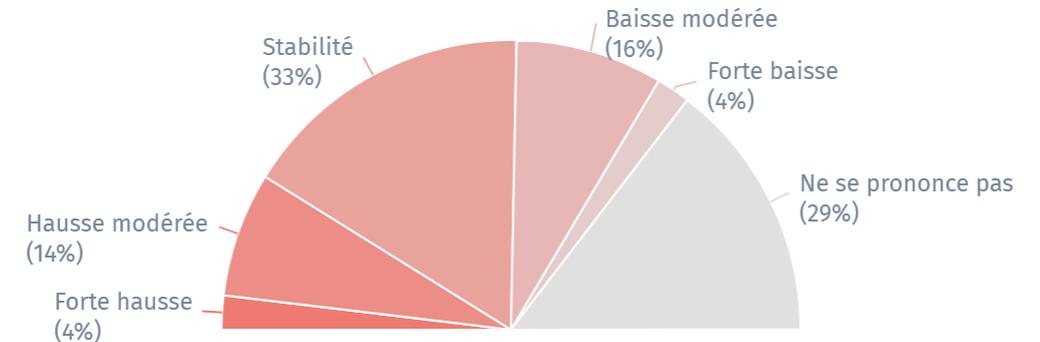
Les effectifs devraient rester majoritairement stables au 2ème semestre 2023

(Evolution des effectifs - période évaluée : 2ème semestre 2023 par rapport à la même période de l'année précédente)



Exportations : un manque de visibilité très élevé

(Evolution du chiffre d'affaires export - période évaluée : 2ème semestre 2023 par rapport à la même période de l'année précédente)



Concernant l'activité au 2ème semestre 2023 :

Part des entreprises envisageant :

- Une hausse de leur CA : 22 %
- Une baisse de leur CA : 36 %
- Une stabilité de leur CA : 32 %

Seule l'**industrie** mise sur davantage de hausses d'activité que de baisses. Le **commerce** est le secteur le plus pessimiste : il prévoit plus de baisses que tous les autres secteurs. A noter que pour les entreprises prévoyant des hausses de CA, celles-ci pourraient être liées à une hausse de leurs prix de vente (envisagée par 58 % des répondants).

Concernant les effectifs pour le 2ème semestre 2023 :

Part des entreprises envisageant :

- Une hausse des effectifs : 10%
- Une baisse des effectifs : 12%
- Une stabilité des effectifs : 64%

L'industrie est un secteur en forte demande de recrutements. C'est celui qui prévoit le plus d'embauches par rapport à la moyenne des entreprises du Puy-de-Dôme (solde d'opinion entre les hausses et les baisses : + 25 points). **Les autres secteurs misent sur la préservation de leurs effectifs actuels.**

Concernant les exportations pour le 2ème semestre 2023 :

Part des entreprises envisageant :

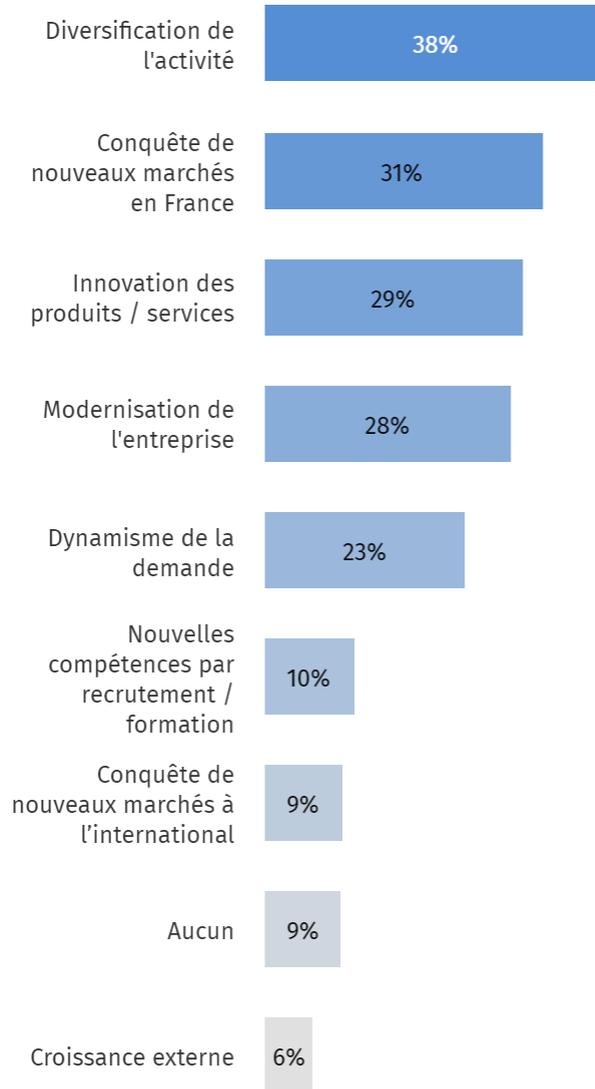
- Une hausse du CA export : 18%
- Une baisse du CA export : 20%
- Une stabilité du CA export : 33%

Globalement, les perspectives semblent mitigées et près d'une entreprise sur 3 ne se prononce pas quant aux évolutions de ses exportations. Pourtant, selon les Douanes, les exportations au 1er semestre ont augmenté de 31 % par rapport à la même période de 2022. 2023 devrait donc s'inscrire dans une dynamique plus favorable.

CONTEXTE ECONOMIQUE ACTUEL ET IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES

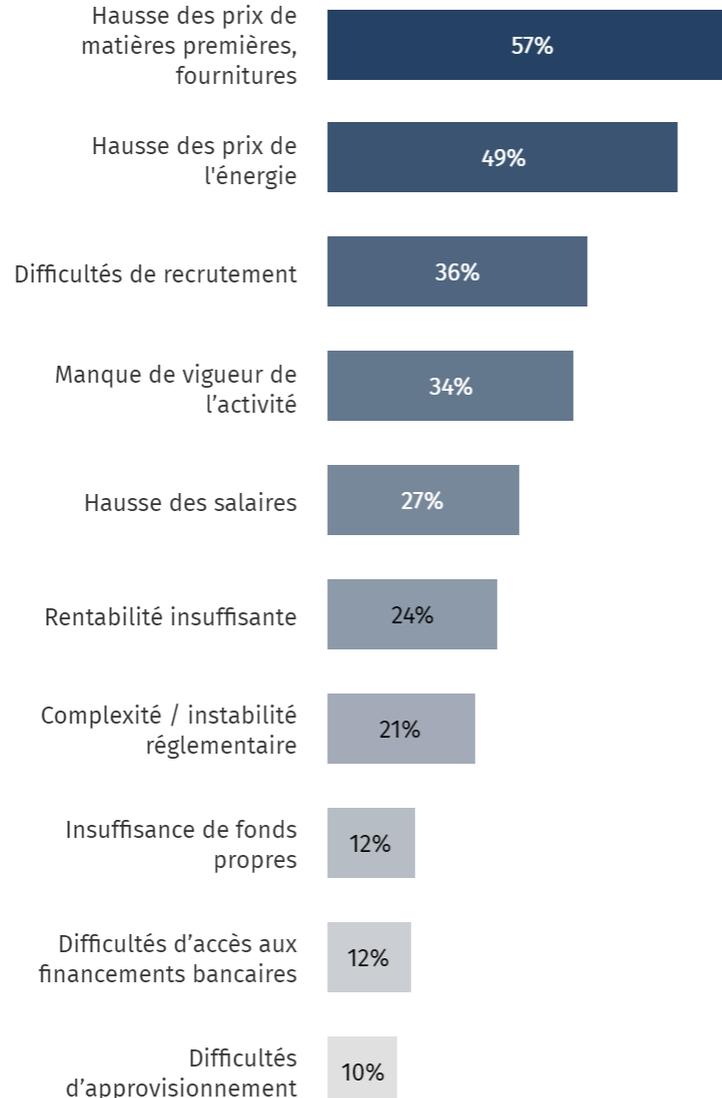
Les leviers au développement de l'activité

Réponses effectives : 372



Les freins au développement des entreprises

Réponses effectives : 404



Plusieurs réponses possibles

Concernant les leviers :

Au global, dans un contexte conjoncturel toujours très incertain, les entreprises ont tendance à se concentrer sur des actions en interne plutôt qu'à l'externe. Pour ce faire, elles misent en particulier sur leur propre performance et leurs propres outils (diversification, innovation, modernisation...) ainsi que sur la conquête de marchés en France.

A l'inverse, les leviers les moins plébiscités sont en lien avec l'export et l'international.

Concernant les freins :

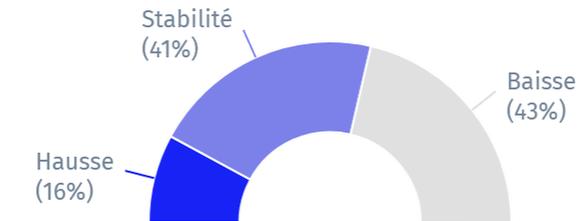
Les conséquences du contexte économique global restent omniprésentes et impactent encore les capacités des entreprises à se développer.

La guerre en Ukraine provoquant l'inflation et ainsi une explosion des prix des matières premières et de l'énergie freine le développement des entreprises.

Ainsi, 57 % des répondants déclarent être affectés par l'impact du coût de l'énergie sur leur entreprise.

Néanmoins, lors de la précédente enquête de conjoncture (janvier 2023), 85 % des répondants affirmaient que la crise énergétique menaçait la pérennité de leur entreprise, ou la fragilisait, ou encore la freinait dans son développement. En quelques mois, la proportion d'entreprises impactée de façon significative a donc diminué.

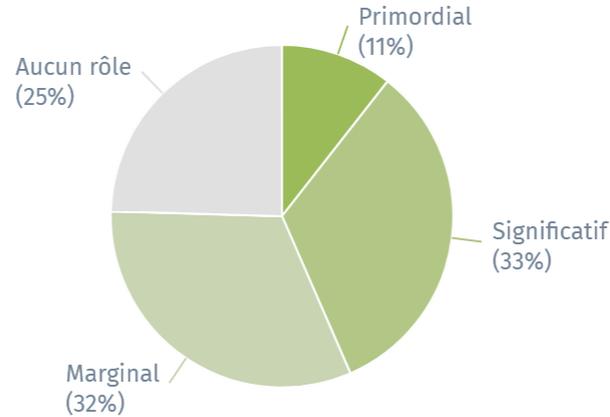
43 % des entreprises ont vu leurs marges baisser (voir graphique ci-dessous).



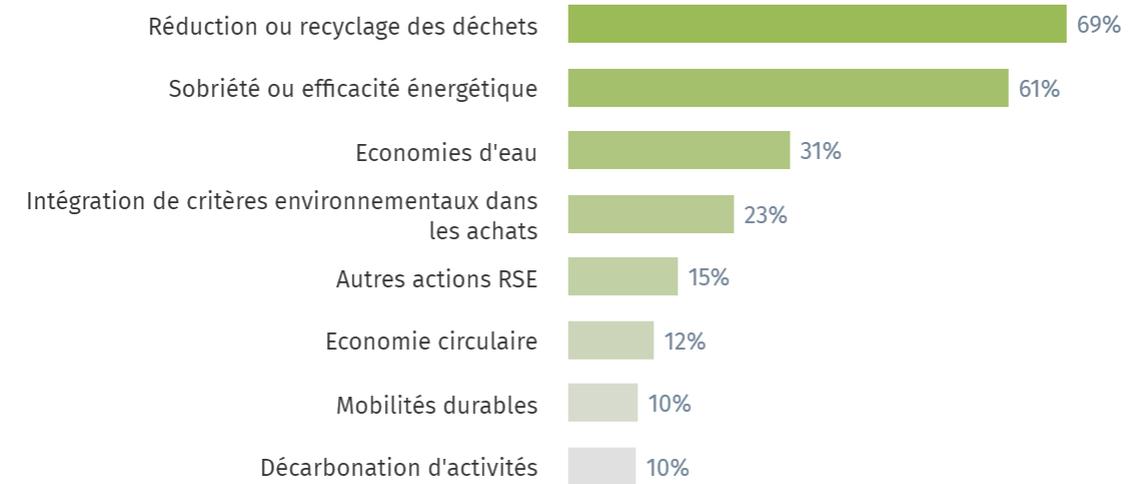
Les différents secteurs d'activité ne sont pas égaux face à l'évolution des marges des entreprises. Le commerce est celui qui souffre le plus de la dégradation des marges (la moitié des répondants appartenant à ce secteur), alors que l'industrie est le secteur qui s'en sort le mieux : un tiers des répondants a déclaré une baisse et un autre tiers une hausse de leurs marges (soit + 12 points par rapport à la moyenne des entreprises annonçant des hausses).

Toutefois, la situation semble tendre vers davantage de stabilité. En effet, les entreprises interrogées lors du précédent baromètre étaient plus nombreuses à exprimer des baisses de leurs marges (67 % des répondants).

Le rôle du développement durable dans la gestion de l'entreprise

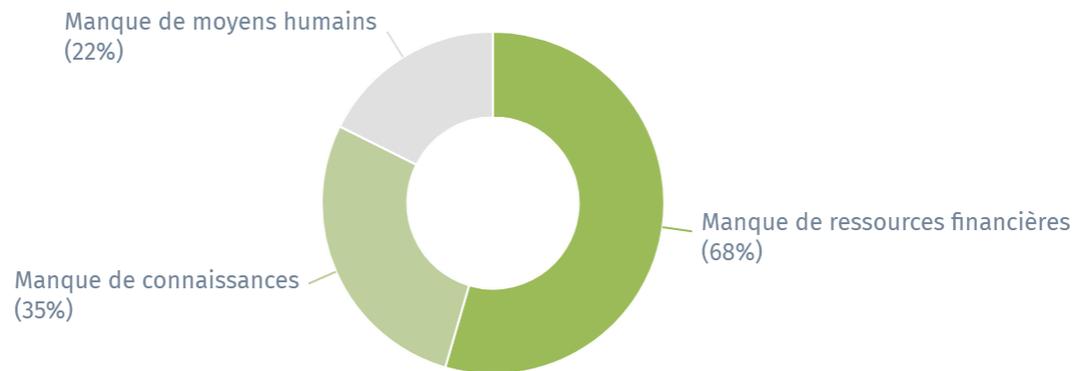


Les sujets sur lesquels les entreprises ont une action structurée



Plusieurs réponses possibles

Les freins rencontrés pour mettre en place des actions de développement durable



Plusieurs réponses possibles

Le développement durable ne joue encore qu'un faible rôle dans la gestion de la plupart des entreprises. La différence de place qu'il occupe repose moins sur les secteurs d'activités des entreprises que sur leurs tailles. Plus l'entreprise est petite, moins le rôle du développement durable est perçu comme important. Ainsi, plus d'un quart des entreprises de moins de 20 salariés déclare que le développement durable ne joue aucun rôle dans la gestion de leur entreprise, alors que cette proportion est de seulement 6 % pour les entreprises de plus de 20 salariés.

Le principal frein déclaré par les entreprises pour mettre en place des actions en matière de développement durable est le manque de ressources financières. C'est le cas pour 3 répondants sur 4 ayant déclaré que le développement durable n'était pas considéré dans la gestion de leur entreprise.

A l'inverse, les principales raisons qui motivent les actions des chefs d'entreprises sur ce sujet sont leurs convictions personnelles (75 %) et le bénéfice que cela procure pour l'image de leur entreprise (47 %).

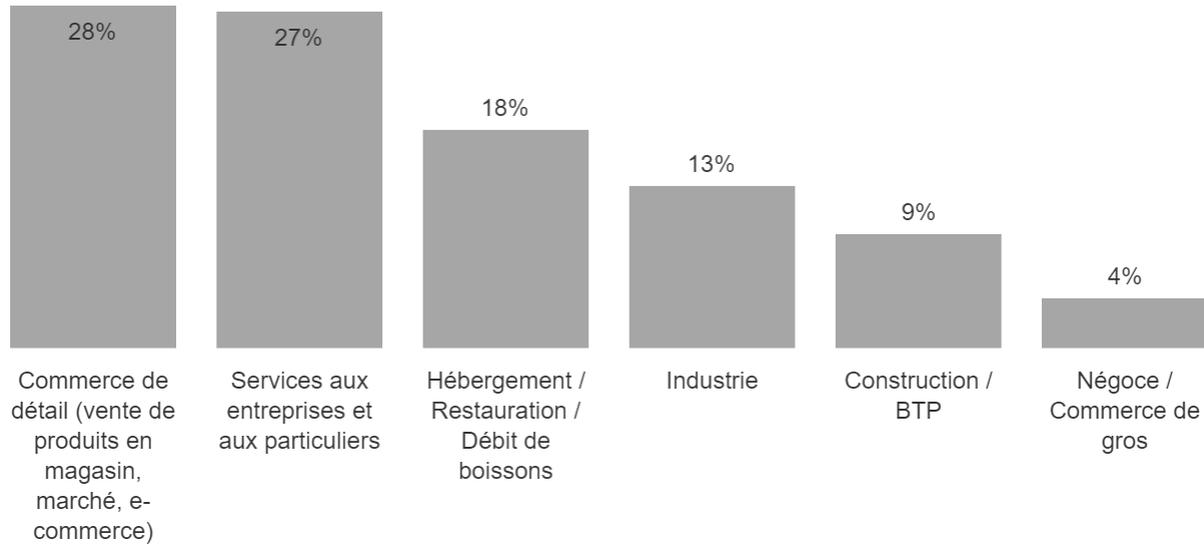
Malgré les nombreuses motivations à s'engager dans la transition écologique, 28 % des entreprises n'ont mis en place aucune action structurante sur ces sujets.

Parmi celles prenant en compte les enjeux environnementaux, elles agissent en premier lieu sur les déchets (pour les réduire ou les recycler). Selon les secteurs d'activité, diverses réglementations concernant les déchets viennent s'imposer aux chefs d'entreprises (en particulier la loi de la Transition Énergétique pour la Croissance Verte d'août 2015 et la Loi Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire (AGEC) du 1er janvier 2022). La crise énergétique a également fortement incité les entreprises à agir pour davantage de sobriété et d'efficacité.

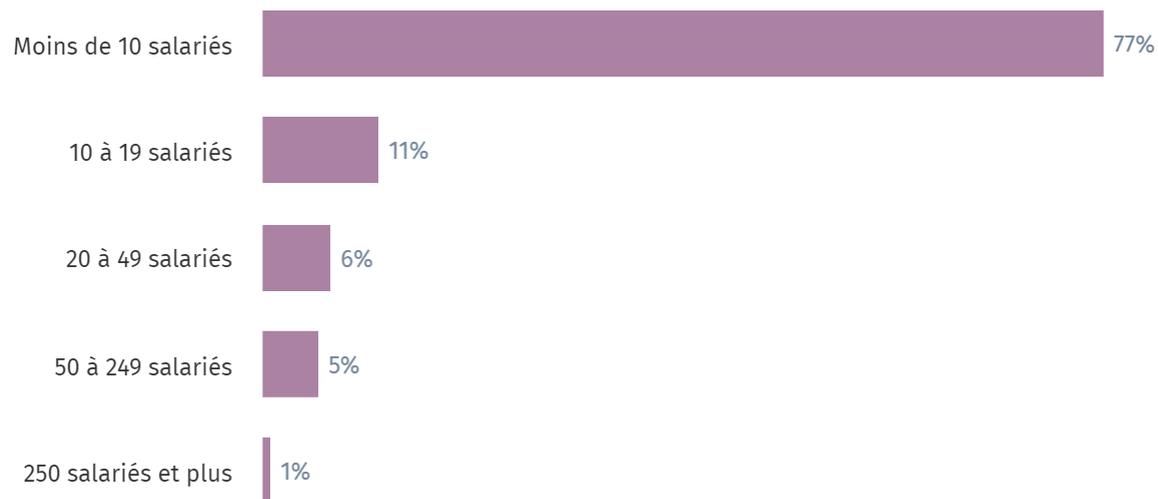
Contraintes réglementaires et financières semblent donc les 2 principaux leviers pour motiver les entreprises à

PROFIL DES ENTREPRISES REPONDANTES

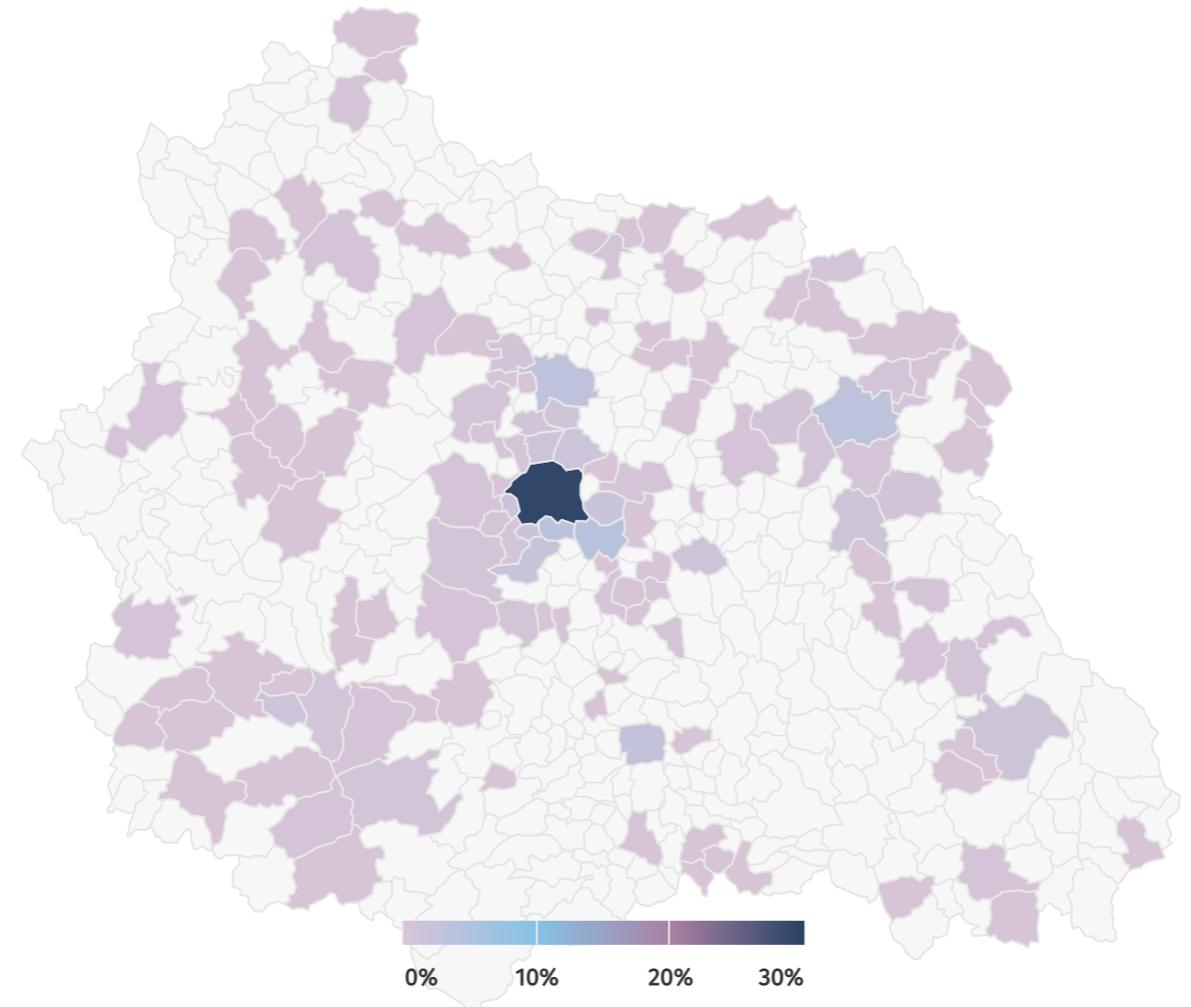
Répartition par secteur d'activité :



Répartition par tranche d'effectifs :



Répartition selon la commune d'implantation :



METHODOLOGIE

Enquête administrée par mail du 3 au 27 juillet 2023 auprès des entreprises du Puy-de-Dôme (champs ressortissants CCI), tous secteurs d'activité confondus.

485 répondants.

Les résultats sont exprimés en % des réponses à chaque question.



CCI PUY-DE-DÔME
CLERMONT AUVERGNE MÉTROPOLE

Service Appui aux territoires

etudes@puy-de-dome.cci.fr

T. 04 73 43 43 43

148 boulevard Lavoisier

63000 Clermont-Ferrand

www.puy-de-dome.cci.fr

